

CSE INFO PAU CSTJF/PERL Octobre 2021

1/ Point Covid :

Taux d'incidence 42.6 en Pyrénées-Atlantiques ; Taux de positivité 1 % ; 6 patients en réanimation – 18.7 % d'occupation des lits, chiffres en forte baisse depuis 1 mois. Pas de nouveau cas sur le site de Pau depuis un an.

La CGT interpelle la direction sur toutes les situations où les salariés non vaccinés sont obligés de faire un test PCR ou antigénique : réunions de service accolées à un pot à l'extérieur, formations déportées «de force», missions, restaurant VIP. Sur ce dernier point, l'inspection du travail a confirmé l'illégalité de TotalEnergies. La direction ne veut pas rembourser le test PCR qui devrait devenir payant, non remboursé par la sécurité sociale à partir du 15 Octobre. Une déclaration, votée à l'unanimité, est faite afin que la direction reconsidère sa position. Elle reste inflexible, mais nous n'en resterons pas là non plus.

2/ One Tech

Tous les chiffres présentés sont déjà connus : objectif de production de 15% de renouvelables en 2030, le reste en hydrocarbures, part du gaz naturel augmentant. Tout ceci prouve bien ce que dit la CGT : il ne faut pas dépecer les équipes spécialisées en Exploration/Production, il faut investir davantage dans la R&D long terme dans les énergies renouvelables et ne pas seulement voir la rentabilité à court-terme visant à récupérer les aides publiques. Les élus CGT pointent le risque de la filialisation : la chasse aux RFS, le risque de la concurrence extérieure, la baisse du lien social avec la relation client entre salariés de TotalEnergies. Le message est passé, la CGT reste vigilante et attend vos retours si la situation dérive.

Au-delà de la présentation des organigrammes, nous réclamons les chiffres d'embauches, car aucun chiffre n'est présenté. La direction nous précise qu'ils seront communiqués... Sans nouveaux arrivants, One Tech n'est qu'une coquille qui vivote alors qu'elle a besoin de nouvelles têtes, nouveaux bras, nouvel élan. Les messages qui sont envoyés sont ceux d'un recrutement envisagé au compte-goutte loin du déploiement en grande pompe de One Tech.

La CGT rappelle que les choses n'ont pas été faites dans le bon sens : la RCC (que la CGT n'a pas signé et pour cause !)

ne devait pas, ne pouvait pas se faire avant OneTech. **La CGT, très seule parmi toutes les organisations syndicales, maintiendra la pression.**

3/ Enquête psychosociale sur l'établissement de Pau

31 personnes (7 %) portent des symptômes importants de stress/anxiété. **La CGT demande une expertise approfondie en complément de cette enquête.** La Direction reste inflexible à cette demande et s'en tient à l'article 6 du protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux. Les élus décident donc de constituer un Groupe de Travail pour étudier en profondeur ces résultats qui pourraient déboucher sur une expertise. La CGT est inquiète de l'état psychique des salariés et malgré ses alertes la direction continue de réorganiser au pas de charge : One IT, nouveau pilote télétravail, part variable des cadres qui change unilatéralement... en faisant toujours autant de bénéfices grâce à nous sans aucune redistribution !

4/ CCNIP – Indemnités Kilométriques – Suite

L'application de l'Indemnité de Transport de Zone (IZT) sera substituée à l'indemnité forfaitaire de transport de 30 euros suite à la demande de la CGT et du SICTAME. Cette indemnité (montant allant de 15 à 68 euros) dépendra de votre lieu d'habitation et non d'un forfait.

5/ Pilote Travail Hybride

Un nouveau pilote télétravail est lancé chez TGS sans concertation préalable, sans bilan de l'année écoulée qui a été un banc d'essai grandeur nature du télétravail pendant la crise du COVID-19, ainsi qu'un pilote « travail hybride », finalisé en Juillet 2021, dont on attend toujours le bilan. Rien sur la prise en charge des frais, rien sur la prévention des troubles musculo-squelettiques, mais en gros juste le droit de choisir les 10 jours de télétravail / mois. Salariés et hiérarchies veulent un nouvel accord télétravail, mais la direction le repousse encore et encore et organise un grand « fourre-tout » espérant que les salariés se tairont.

La CGT se bat sur ce sujet, non seulement pour les indemnités, mais en premier lieu pour le bien-être des salariés. La CGT et les élus ont dénoncé ce style de pratiques dérogatoires alors que le protocole de télétravail existant attend toujours d'être renégocié.